

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 15 novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Société du parc éolien de MAGOAR**

25 Place de la Madeleine  
75008 Paris

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement Société du parc éolien de MAGOAR implanté Magoar 22480 Magoar. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne d'une trentaine de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société du parc éolien de MAGOAR
- Magoar 22480 Magoar
- Code AIOT : 0005517587
- Régime : Autorisation

Le parc éolien de Magoar, constitué de 7 aérogénérateurs, a bénéficié d'un permis de construire en date du 14 octobre 2008, et une déclaration d'antériorité au titre des ICPE a été faite en 2012. La puissance totale de ce parc éolien est de 5,6 MW. Ce parc éolien est en fonctionnement depuis le 28 juillet 2010.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositions constructives - accès au site ;
- Exploitation : accès aux installations ;
- Exploitation : identification et consignes ;
- Risques : consignes de sécurité et procédures en cas de dysfonctionnement.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Disposition constructive	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
4	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle inopiné mené le 25 septembre 2023 sur le parc éolien de Magoar, l'inspection a soulevé que l'identification du parc éolien et de l'éolienne inspectée était difficile en l'absence d'information sur le panneau d'affichage. En effet, cette information se trouve sur le mat de l'éolienne.

Un exercice d'entraînement a été réalisé pour la mise en sécurité de l'éolienne en cas d'urgence. La mise en œuvre de cet exercice a soulevé un problème de communication avec le parc éolien. L'exploitant affirme avoir rétabli, le jeudi 19 octobre 2023, la communication à distance avec le parc éolien via un modem 4G.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Disposition constructive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disposition constructive
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection inopinée effectuée le lundi 25 septembre 2023, nous avons relevé que l'éolienne du parc éolien détient une voie d'accès carrossable. Celle-ci est en bon état de propreté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'accès à l'intérieur de l'aérogénérateur est clos.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'identification du parc éolien et du numéro de l'éolienne inspectée n'est pas possible en l'absence d'information sur le panneau d'affichage. Nota Benné : le numéro de l'aérogénérateur, E3, est affiché sur le côté droit de la porte. Cet affichage n'est pas visible depuis la plateforme.  Dans le cadre de l'inspection, nous avons remarqué la présence d'un panneau d'information situé sur le chemin menant à la plateforme de l'éolienne inspectée. Ce panneau est en conformité avec les prescriptions réglementaires, à l'exception des consignes de sécurité qui pourraient être étoffées. En effet, en l'absence de consignes supplémentaires, les services de secours pourraient rencontrer des difficultés à localiser précisément l'éolienne en cas de situation anormale.  Pour remédier à cette situation, l'exploitant est tenu de prendre des mesures dans un délai de 15 jours afin d'identifier chaque aérogénérateur au sein de son parc éolien.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :  - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<b>Constats :</b> Un exercice d'entraînement a été réalisé lors de l'inspection. Il s'est réalisé depuis le chemin menant à la plateforme sur l'éolienne inspectée. L'exercice consiste à prétendre qu'un incendie est constaté à proximité de l'éolienne.  14h29 : Début de l'exercice. L'inspection appelle le numéro à contacter en cas d'urgence relevé sur le panneau d'affichage. La chargée de supervision, nous interroge à distance sur les circonstances de la situation et s'assure de notre éloignement vis-à-vis de l'éolienne. Elle nous donne des consignes de sécurité telles que de rester à l'écart de l'éolienne et d'appeler les services de secours. Elle nous transmet les coordonnées de la caserne la plus proche à contacter et propose la mise à l'arrêt de l'éolienne.  L'inspection a constaté que la procédure était bien maîtrisée à ce stade, ce qui a conduit à l'ordre de mise en sécurité de l'éolienne.  À 14h35, l'opératrice nous a informés qu'en raison d'un problème technique, notamment la fermeture de la ligne cuivre, le centre de contrôle ne peut plus établir une communication à distance avec le parc éolien. Par conséquent, il est dans l'incapacité de communiquer avec l'éolienne pour lui donner l'ordre de s'arrêter.  L'opérateur a suggéré une solution d'urgence consistant à effectuer un découplage du poste de livraison, ce qui impliquerait de couper l'alimentation du parc éolien via le réseau Enedis. Cependant, cette coupure brutale présentait un risque d'endommagement des composants électroniques. En conséquence, l'inspection a mis fin à l'exercice.  Après l'inspection, l'exploitant s'est engagé par courrier électronique du 29/09/2023 à rétablir la communication à distance avec son parc éolien en installant un modem 4G. D'après l'exploitant, la communication à distance avec le parc éolien a été rétablie le jeudi 19 octobre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet